

Séance ordinaire du lundi 26 juillet 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-six juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Elodie BRUN-MANDON, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Elodie BRUN-MANDON, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Françoise BOUTET-WAISS, Alenka DOULAIN, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE

Déclassement partiel du domaine public parcelles LR 284 et LR 285 - Avenue de Louisville à Montpellier - Propriété ' Commune de Montpellier ' - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du protocole de préfiguration de l'ANRU, le secteur de la Mosson a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques. La délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018 a défini les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson.

Le sous-secteur « Mosson Sud » est compris dans le périmètre de l'opération de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et il fait actuellement l'objet d'une programmation d'aménagement, dans le cadre de la concession de renouvellement urbain en date du 14 janvier 2020 portant sur le Nouveau Projet de Renouvellement Urbain (NPNRU) du quartier de la Mosson. Le NPNRU Mosson prévoit le réaménagement urbain de ce secteur Sud impliquant notamment un remembrement foncier complet afin de créer des îlots structurés.

Dans ce contexte, les parcelles LR 284 pour 940 m² et LR 285 pour 1 677 m², propriétés de la commune de Montpellier, sont des éléments essentiels à ce projet de restructuration qu'il est nécessaire d'intégrer à l'opération en procédant à leur cession à l'aménageur.

Afin de pouvoir procéder à l'aliénation de ce patrimoine, il est indispensable préalablement de constater l'absence d'affectation de ces emprises à l'espace public et de prononcer leur déclassement.

Ainsi, sur la base du constat d'huissier opéré, il est proposé de déclasser une emprise de 940 m² à extraire de la parcelle LR 284 et une emprise de 1 677 m² à extraire de la parcelle LR 285 m², situées avenue de Louisville à Montpellier, après avoir constaté qu'elles ne sont affectées à aucun usage public et n'impacte en aucun cas la desserte ou la circulation assurée sur ce secteur.

Afin de permettre l'étude des possibilités de valorisation de ces emprises, il est proposé d'autoriser le concessionnaire d'aménagement désigné sur ce secteur par la Ville, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre de la concession corrélative, à mener toute étude et déposer toute demande d'autorisation d'urbanisme sur les emprises par anticipation sur la cession à intervenir, directement par ses soins ou par un tiers qu'elle substituerait.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De constater la désaffectation de fait une emprise de 940 m² à extraire de la parcelle LR 284 et une emprise de 1 677 m² à extraire de la parcelle LR 285 m², situées avenue de Louisville ;
- De prononcer leur déclassement du domaine public et de les intégrer au domaine privé de la collectivité ;
- De solliciter l'intervention d'un géomètre-expert pour procéder à la division définitive de ces parcelles ;
- D'autoriser la SA3M ou un tiers substitué à déposer et à se voir octroyée toute demande d'autorisation d'urbanisme sur ces emprises ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 43 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSÉ, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 3 août 2021

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 3 août 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Constat d'huissier 1er juin 2021.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.